

Service de la Prévention des Risques Anthropiques
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur 

ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines

LA VANCELLE
BP 68
67602 Sélestat

Code AIOT : 0006700403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines implanté 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines
- 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines
- Code AIOT : 0006700403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis le 01/01/2005, l'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émissions. La société Rossmann produit du papier et du carton.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d du Règlement 2019/331	Sans objet
2	Tonnages de papier commercialisable produits	Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 du Règlement 2019/331	Sans objet
3	Détermination de l'humidité du papier	Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 du Règlement 2019/331	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 du Règlement 2019/331	Sans objet
5	Découpage en sous-installations	Règlement européen du 19/12/2018, article 10 du règlement 2019/331	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités vis-à-vis des prescriptions contrôlées. Toutefois, l'inspection a permis d'identifier des imprécisions dans les méthodes employées sur le site pour déterminer les niveaux d'activité. En particulier, la procédure de la détermination des propriétés des matières (niveau de méthode 4.6.c) n'a pas pu être vérifiée.

Il en va de même de l'absence d'un double comptage au niveau du benchmark (BM) produit pâte à papier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagramme des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d du Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance</p> <p>1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)</p> <p>Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:</p> <p>1.Informations générales concernant l'installation :</p> <p>(...)</p> <p>d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> — les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; — toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; — les points et dispositifs de mesure; — les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom; <p>(...)</p>

Constats :

L'installation est composée de 2 sous-installations (benchmarks -BM) produits : BM pâte à partir de papier recyclé et BM « Testliner » papier pour cannelure .

Le diagramme des flux est perfectible. Plus précisément, les unités techniques de la chaufferie doivent être intégrées dans le BM de la production de papier.

S'agissant des flux d'énergie, les retours de condensat (chaleur fatale) destinés au chauffage de locaux doivent être identifiés. Il en va de même du débitmètre et du capteur de concentration situés entre la production de pâte et le BM Testliner.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tonnages de papier commercialisable produits

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 du Règlement 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2

Prescription contrôlée :

Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.

Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible; b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs; c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.

Constats :

Les niveaux de méthodes déclarés dans la version n°5 du plan méthodologique de surveillance, afin de déterminer la donnée d'activité de la quantité des BM produits ne correspondent pas tous au plus haut de méthode dans la hiérarchie, soit le 4.4 e et le 4.6 c.

Pour appliquer ces niveaux , l'exploitant a formulé des demandes de dérogations au titre du coût excessif et de l'évaluation simplifiée de l'incertitude.

La donnée d'activité annuel du BM pâte à partir papier recyclé et du BM « Testliner » papier pour cannelure doivent respecter un taux d'humidité qui sont respectivement de 10 % et 6 %.

Pour déterminer les niveaux d'activité des deux BM produits , l'exploitant effectue un rétro-calcul à partir du poids de la bobine fille. Cette dernière a selon les cahiers des charges un taux d'humidité de 8,5 % .

Dans la méthode de détermination de la donnée d'activité, le scanner calcule un poids brut de la bobine mère en fonction de la vitesse, du grammage et de la laize.

Ensuite, après découpage de la bobine mère le logiciel interne (système informatique de gestion des bobines) calcule le poids net du produit fini soit environ 2,7 tonnes par bobine fille .

Selon l'exploitant, le poids des mandrins (entre 5 à 7 kg/ bobine fille) n'est pas comptabilisé dans la donnée d'activité du BM Testliner dans la mesure où seuls les paramètres visés par le scanner et

<p>le logiciel tiennent compte uniquement de la feuille de papier.</p> <p>L'inspection n'a pas eu une démonstration claire permettant de vérifier que le poids du mandrin n'est pas comptabilisé dans la production nette vendable. De plus, les bobines filles font l'objet d'une pesée avant commercialisation.</p> <p>Pour s'assurer de la quantité nette commercialisable du papier, l'inspection recommande un tableau de suivi du poids net des bobines filles, de la quantité de papier calculé par le logiciel interne afin de vérifier l'exactitude de la donnée d'activité annuelle, ce qui permet de déterminer de fait le poids des mandrins .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Détermination de l'humidité du papier

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 du Règlement 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.</p> <p>Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible; b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs; c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas reçu la procédure interne du contrôle de l'humidité réalisé par le laboratoire afin de vérifier si les recommandations ministérielles sur la mesure de l'humidité en ligne dans les papeteries respectait le niveau 4.6.c.</p> <p>Au cours de la visite, l'inspection a communiqué une copie du courrier de la demande de dérogation nationale, sur les mesures d'humidité réalisées en ligne sur les produits papiers, à destination de la COPACEL, qui définit notamment la méthodologie à appliquer pour justifier le niveau de méthode 4.6.c.</p> <p>Pour préparer sa pâte à papier, l'installation utilise du vieux papier recyclé avec un taux d'humidité compris entre 8 et 10 %. L'inspection a demandé s'il y avait des échantillons qui étaient prélevés afin de déterminer le taux d'humidité du flux entrant.</p> <p>L'exploitant a précisé que le flux entrant de matière respectait la norme EN 643 (taux d'humidité de 10%).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11 du Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : Article 11 Système de contrôle (...) 2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3. 4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection la liste des instruments de mesure sur lesquels reposent les données d'activité des émissions et des niveaux d'activité. L'inspection a constaté la validité des instruments suivants : pont bascule (valide jusqu'au 25/04/2024) et le compteur gaz (convertisseur valide jusqu'au 08/2026 et débitmètre 07/2024). Cela dit, l'inspection n'a pas pu constater la traçabilité des opérations de maintenances en cas d'écart constaté entre la jauge en ligne et les résultats de prélèvement du laboratoire. Selon l'exploitant, le fournisseur des jauges intervient régulièrement mais sans pour autant qu'une périodicité ou un écart constaté entre les jauges et l'analyse du laboratoire déclenche une intervention. De plus, l'inspection n'a pas reçu les documents permettant de vérifier que les balances et étuves du laboratoire sont bien entretenues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Découpage en sous-installations

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 10 du règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Double comptage
Prescription contrôlée : 5. Lorsqu'il procède à la répartition conformément aux paragraphes 1 et 2, l'exploitant veille à ce que: a) chacun des produits physiques de l'installation soit attribué à une sous-installation, sans omission ni double comptage; (.....) ; j) afin d'éviter tout double comptage, les produits d'un procédé de production réintroduits dans le même procédé de production soient déduits des niveaux d'activité annuels selon qu'il convient, conformément aux définitions des produits figurant à l'annexe I; (.....)
Constats : L'inspection a demandé la quantité annuelle de rognés, et si celles-ci étaient réinjectées dans le process. L'exploitant n'a pas su répondre sur la quantité annuelle exacte des rognés et éventuellement des rebus. Selon l'exploitant la quantité de rognés retournés dans le pulpeur devrait correspondre à la différence entre le poids brut (bobine mère) et le poids net (bobine fille).

Les rognés suite au découpage des bobines mères sont réintroduites dans la préparation de la pâte .
L'inspection a demandé qu'un tableau de suivi des rognés, des rebus et des bobines filles non conforme soit effectué en interne afin de s'assurer de l'inexistence d'un double comptage s'agissant du BM produit pâte à papier.

Type de suites proposées : Sans suite